



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/49/L.58
6 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 89 de l'ordre du jour

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Projet de résolution présenté par le Vice-Président
de la Commission, M. Arjan P. Hamburger (Pays-Bas),
à la suite de consultations officieuses sur le
projet de résolution A/C.2/49/L.8

Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux
de sa deuxième session

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 47/190 du 22 décembre 1992, dans laquelle elle a fait siens les résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Rappelant également sa résolution 47/191 du 22 décembre 1992, relative aux arrangements institutionnels pour le suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Réaffirmant qu'il faut aborder les questions d'environnement et de développement de façon équilibrée et intégrée et forger le nouveau partenariat mondial pour assurer un développement durable, qui a été amorcé à la Conférence,

Ayant examiné le rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa deuxième session¹ qui s'est tenue à New York du 16 au 27 mai 1994,

Tenant compte des efforts et initiatives entrepris récemment aux niveaux national, sous-régional, régional et interrégional pour promouvoir un développement durable,

¹ E/1994/33.

1. Prend acte du rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa deuxième session et souscrit aux recommandations qui y figurent;

2. Se félicite des informations concernant l'application d'Action 21² et les mesures prises dans de nombreux pays pour élaborer, selon que de besoin, des stratégies et des plans d'action nationaux pour le développement durable qui ont été communiquées volontairement par un certain nombre de gouvernements et d'organisations à la deuxième session de la Commission et encourage les gouvernements à continuer d'échanger des informations sur l'expérience qu'ils ont acquise dans le cadre de l'application d'Action 21;

3. Souligne qu'il importe de préparer et d'appliquer des stratégies, des programmes ou des plans d'action nationaux pour le développement durable, selon le cas, et, à cette fin, demande des apports de ressources financières et des transferts de technologie;

4. Note les travaux en cours sur l'élaboration d'indicateurs du développement durable;

5. Se déclare profondément préoccupée par le fait que les recommandations et les engagements financiers contenus dans Action 21, notamment ceux qui ont trait à l'aide publique au développement, ne répondent pas aux attentes et aux besoins, malgré une augmentation des investissements privés dans certains pays, et que l'insuffisance des ressources financières actuellement disponibles aux fins du développement durable et des apports prévisibles de ressources financières nouvelles et supplémentaires entravera la mise en oeuvre efficace d'Action 21 et pourrait saper la base du partenariat mondial pour le développement durable. Dans ce contexte, elle se déclare préoccupée par le fait que le montant global de l'aide publique au développement ait même diminué depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement³;

6. Souligne qu'il importe au plus haut point de fournir, en particulier aux pays en développement, les moyens d'appliquer Action 21 et les autres décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en particulier ceux qui ont trait aux ressources financières nouvelles et supplémentaires et au transfert de techniques écologiquement rationnelles aux pays en développement à des conditions favorables, notamment des conditions libérales et préférentielles, convenues d'un commun accord;

7. Souligne le rôle joué par la Commission du développement durable en tant qu'instance internationale idéale pour promouvoir les négociations multilatérales et l'action en vue de faire évoluer les schémas de consommation

² Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), résolution 1, annexe II.

³ Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques fait apparaître une diminution de 10 % de l'APD.

et de production, demande à la Commission d'encourager l'adoption de mesures urgentes pour l'application des chapitres d'Action 21 relatifs à la question cruciale des schémas de consommation et de production non viables, en particulier dans les pays développés, qui non seulement sont la cause principale de la détérioration continue de l'environnement dans le monde, mais aggravent également la pauvreté et les déséquilibres et, dans ce contexte, réaffirme que les autorités nationales devraient s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et le recours à des instruments économiques, en tenant compte du fait que le pollueur devrait, en principe, supporter le coût de la pollution;

8. Prend acte du travail accompli jusqu'ici par le GATT/Organisation mondiale du commerce, la CNUCED et le Programme des Nations Unies pour l'environnement dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement durable, souligne qu'il faut assurer une coopération étroite entre ces organes et la Commission du développement durable et la complémentarité de leurs travaux et recommande que la Commission, la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture continuent de se faire représenter comme il convient au Comité du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce;

9. Souligne l'importance des décisions adoptées par la Commission du développement durable au sujet, notamment, de la santé, des établissements humains, des ressources en eau douce, des substances chimiques toxiques et des déchets dangereux, en tant que mesures concrètes concernant les groupes d'éléments sectoriels d'Action 21;

10. Encourage la participation continue de ministres aux sessions de la Commission du développement durable, notamment celle des ministres responsables du développement, de la planification, des finances et du commerce aux réunions de haut niveau de la Commission;

11. Demande à la Commission du développement durable, conformément au chapitre 38 d'Action 21, d'établir des relations étroites et bien définies avec d'autres organisations et entités internationales compétentes, telles que les conférences des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques⁴, à la Convention sur la diversité biologique⁵ et à la Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique⁶, et le Fonds pour l'environnement mondial, afin de mieux pouvoir suivre l'application d'Action 21 et des autres décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

⁴ A/AC.237/18 (Partie II)/Add.1 et Corr.1, annexe I.

⁵ Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, Convention sur la diversité biologique (Centre d'activité du programme pour le droit de l'environnement et les institutions compétentes en la matière) juin 1992.

⁶ A/49/84/Add.2, annexe, appendice II.

12. Engage la communauté internationale, en particulier les pays donateurs, à prendre des mesures pour renforcer encore la capacité de financement des institutions financières internationales, banques régionales et autres organisations internationales, et souligne qu'ils devront redoubler d'efforts pour fournir de manière efficace et tangible des ressources en vue de l'application d'Action 21;

13. Recommande aux membres des institutions financières internationales de prendre les mesures nécessaires, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs, pour que leurs programmes et activités tiennent mieux compte d'Action 21, en particulier pour répondre aux besoins des pays en développement;

14. Fait sienne la recommandation de la Commission du développement durable tendant à élaborer une matrice des options de politique générale et des instruments et mécanismes financiers qui faciliteraient la formulation de stratégies de financement optimales pour chacun des groupes d'éléments sectoriels considérés;

15. Prie le Secrétaire général d'associer plus étroitement le Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable aux travaux de la Commission en encourageant ses membres, en leur qualité d'experts, à participer plus directement aux réunions officielles de la Commission et à ses réunions intersessions, et d'organiser des réunions d'information ouvertes à toutes les parties intéressées pour faire connaître les résultats des réunions du Conseil, afin d'accroître la transparence de ses travaux, et d'améliorer les communications et l'interaction entre le Conseil et la Commission;

16. Souligne qu'il faut mettre en place des mécanismes intersessions équilibrés, transparents et cohérents, à caractère participatif, pour faciliter les travaux de la Commission et de ses groupes de travail spéciaux, et exprime sa satisfaction des diverses initiatives qui ont été prises entre les sessions de la Commission par des gouvernements et des organisations internationales;

17. Souligne qu'il faut assurer le suivi des décisions prises par la Commission à sa deuxième session et note que les membres se sont engagés à donner suite aux initiatives qu'ils ont prises entre les sessions de la Commission afin de contribuer à un examen approfondi d'Action 21 en 1997;

18. Prend note du rôle essentiel que les principaux groupes jouent dans la mise en oeuvre d'Action 21 et les encourage à contribuer aux travaux de la Commission du développement durable;

19. Note les travaux accomplis par le Comité interorganisations sur le développement durable et ses agents de coordination, et invite le Secrétaire général à mettre les rapports du Comité à la disposition de la Commission;

20. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les membres de la communauté internationale, des organisations intergouvernementales, institutions, programmes et organes compétents tant au sein qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, ainsi que d'organisations non gouvernementales pertinentes.